

## Différend CNAS-El Watan

### -Communiqué du Snapap

Suite au redressement parafiscal subi par le journal El Watan, le Syndicat national autonome de l'administration publique (Snapap) rappelle que des pans entiers de l'économie nationale évoluent dans l'informel et, par conséquent, des dizaines de milliers de travailleurs activent malgré eux au noir et n'ont aucune couverture sociale sans que les services de la CNAS n'opèrent de contrôle. Contrôler un cotisant comme la société El Watan, qui déclare l'ensemble de ses salariés chaque mois en payant rubis sur l'ongle, relève du harcèlement financier.

Par ailleurs, des centaines de journalistes travaillent dans des journaux avec un statut de journaliste, mais sont payés comme pigistes et souvent non déclarés à la Sécurité sociale au vu et au su de tout le monde, sans que les pouvoirs publics lèvent le petit doigt. A cet effet, le Snapap dénonce ce genre de pratiques de deux poids, deux mesures et demande une clarification réglementaire concernant cette catégorie socioprofessionnelle afin de lui assurer une protection sociale. *Par : Rachid Malaoui Président du Snapap*

### -LE PLD aux côtés d'El Watan

A la veille des «élections» funèbres de mai 2012, le pouvoir s'autorise une nouvelle fois des pressions scandaleuses à l'encontre d'un quotidien national, El Watan, pour infléchir sa ligne éditoriale et mettre à mal son existence. Cette fois-ci, il instrumentalise une entreprise publique, la CNAS, pour réclamer une créance des plus douteuses et fantaisistes.

La liberté d'expression n'a jamais été du goût du pouvoir islamo-conservateur. Cet acte contre la presse démocratique démontre, s'il en est besoin, que l'ouverture démocratique en Algérie, tant dé-

crée par les démocraties occidentales, n'est pas pour demain.

Pour que la liberté d'expression devienne une réalité concrète du champ politique et social, l'heure n'est plus à la seule dénonciation des atteintes aux acquis démocratiques. Il est urgent que l'ensemble des forces démocratiques ne soient plus l'alibi d'un pouvoir autocrate et s'en démarquent en faisant barrage aux «élections» macabres de mai 2012, et en travaillant à la mise en œuvre d'une transition républicaine et démocratique.

*Le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD) assure El Watan de son réel soutien.*

*Alger, le 27 janvier 2012*

*Le bureau national du PLD*